

POLE COHESION SOCIALE

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

**---
D E P A R T E M E N T D E L A C R E U S E
---**

**---
L A P R E S I D E N T E D U C O N S E I L D E P A R T E M E N T A L
---**

AR 2026-091

VU :

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les décrets n°2016-1814 du 21 décembre 2016 (relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L312-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles) et 2016-1815 du 21 décembre 2016(modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles), pris en application de l'article 58 de la Loi 2015-1776 du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement,
- le Code de la Santé publique,
- le Décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique,
- la délibération n° CD2025-12/3/18 du Conseil Départemental en date du 12 décembre 2025 relative à la fixation des indicateurs de tarification des établissements sociaux et médico-sociaux pour 2026,
- la délibération n° CD2025-12/3/19 du 12/12/25 relative aux principes et règles de compensation des revalorisations salariale des mesures Ségur 1 et 2 et Ségur pour tous
- le règlement départemental d'aide sociale adopté par l'assemblée départementale du 18 mai 2018,
- les propositions de prix de journée présentées par les établissements intéressés,
- **SUR** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E :

NOM DE L'ETABLISSEMENT : CHENERAILLES Résidence "l'Eau Bonne"

Article 1: Les tarifs des prestations applicables aux personnes hébergées dans l'établissement ci-dessus désigné, sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du **1^{er} avril 2026**.

Tarif Hébergement Personnes Agées :

T1	27.28 €
T1 bis	35.08 €
T1 bis couple :	23.66 €

Tarif Hébergement Personnes Handicapées :

T1	52.58 €
T1 bis	63.25 €
T1 bis couple :	45.67 €

Repas sur place :

Midi	10.35 €
Soir	6.96 €

Pour les bénéficiaires de l'Aide Sociale, les prestations « entretien du linge » et repas seront prises en charge par le Conseil Départemental, sur présentation de factures individuelles détaillées.

Repas à domicile :

Chénérailles	10.40 €
Chénérailles formule réduite	7.25 €
Autres Communes	11.37 €

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret 2016-1815 du 21 décembre 2016, les tarifs fixés au 1^{er} avril 2026 tiennent compte des produits facturés sur la base de l'exercice 2025 pour les mois de janvier à mars.

Article 2 : Les dépenses autorisées sont liées au tableau des effectifs et ETP autorisés et budgétés pour l'exercice 2026. Le tableau pris en compte est celui validé dans le cadre de la procédure contradictoire. Toute modification du tableau des effectifs doit donc être soumise à l'autorité de tarification.

Article 3 : Le montant de la compensation des mesures Ségur Laforcade 1 et 2 et de l'extension à tous les salariés de la branche social et médico-sociale défini dans l'arrêté du 25 juin 2024 est lié au tableau des effectifs et ETP autorisés et budgétés. Toute modification du tableau des effectifs non autorisée ne sera pas prise en compte.

Article 4 : Dans les deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Présidente du Conseil Départemental de la Creuse. En l'absence de recours gracieux dans les deux mois ou en cas de rejet explicite ou implicite de celui-ci, un recours contentieux peut être formé dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision ou de la réponse au recours gracieux. Les jugements rendus par le tribunal administratif de Bordeaux peuvent faire l'objet d'un appel devant la Cour administrative de Paris dans un délai de deux mois à compter de leur notification.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Payeur Départemental, Messieurs les Présidents des Commissions Administratives, des Commissions de Surveillance ou des Conseils d'Administrations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux établissements intéressés et inséré au Recueil des Actes Administratifs du Département.

GUERET, le **25 MARS 2026**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour la Présidente du Conseil Départemental

et par délégation,

la Vice-Présidente,



N. T. VIALLE